



Enquête sur les Intentions de Retour Extrême-Nord du Cameroun- Décembre 2017

DECEMBRE 2017

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS | Maroua, Cameroun

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, frontières ou confins.¹

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration, et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations
UN House Comice
Maroua
Région de l'Extrême-Nord
Cameroun

Cecilia Mann

Tel.: +237 694 495 023

E-mail: cmann@iom.int

Website: www.globaldtm.info/cameroon/

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

¹ Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

I. INTRODUCTION

Le déplacement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun reste complexe. La région accueille actuellement des personnes déplacées internes (PDI), réfugiés, et retournés.

Une partie de la population déplacée a déjà commencé à rentrer ou à s'installer ailleurs. 6% des retours dans la région de l'Extrême-Nord ont eu lieu avant 2014, tandis que 8% ont eu lieu en 2014, 11% en 2015, 26% en 2016, et 48% en 2017. Compte tenu de cette tendance et du fait que la majorité des retours ont eu lieu en 2017, il est primordial d'évaluer les intentions de retour des individus toujours déplacés afin de fournir l'assistance nécessaire à la réintégration des personnes étant déjà rentrées dans leur zone d'origine ainsi qu'à ceux qui ont l'intention de rentrer dans un futur proche.

Ce rapport fournit des informations relatives aux intentions de retour des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des réfugiés hors camp).

La majorité des ménages déplacés interviewés a indiqué ne pas avoir l'intention de retourner dans sa zone d'origine (74%). Cependant, plus d'un quart de la population déplacée (26%) a l'intention de quitter sa zone de déplacement (20% pour le lieu d'origine et 6% pour un autre lieu). Les intentions de mouvement sont largement influencées par des facteurs liés à la situation sécuritaire et économique des ménages déplacés, comme détaillé dans le présent rapport. Les raisons justifiant les intentions de retour ou de déplacement continu permettent de mieux comprendre le processus de décision des ménages déplacés quant à un potentiel retour, ainsi que les conditions nécessaires à un retour durable.

2. METHODOLOGIE

Avec sa Matrice de Suivi des Déplacement (DTM), l'OIM continue de fournir des informations essentielles sur les populations déplacées pour permettre une priorisation de l'assistance humanitaire. La DTM est mise en œuvre à plusieurs niveaux géographiques et administratives afin d'obtenir l'information la plus précise possible. Cela inclut des évaluations au niveau des départements, des arrondissements et des villages. Dans le cadre de sa DTM, l'OIM a incorporé un questionnaire visant les ménages et incluant une enquête sur les intentions de retour.

Cette enquête a été menée par le biais d'un questionnaire ménage du 27 Novembre au 8 Décembre 2017 dans les six (6) départements de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Un total de 2 672 chefs de ménages PDI et réfugiés hors camp ont répondu au questionnaire dans 514 localités déplacées; chacun représentant un ménage déplacé, ainsi reflétant un total de 19 948 personnes déplacées représentées dans cette enquête. Les répondants ont été choisis de manière aléatoire parmi la population déplacée vivant dans les localités évaluées. Avant leur participation, les répondants se sont vus expliquer les objectifs de l'enquête ainsi que la nature volontaire de leur participation.

En utilisant un intervalle de confiance de 99% sur une population totale de 272 686 individus,³ la marge d'erreur des données est inférieure à 1%.



2 672²

Ménages Déplacés
Enquêtés

19 948

Personnes Déplacées
Enquêtés

514

Localités Visitées

² 1 967 ménages déplacés internes (14 973 individus) et 705 ménages réfugiés hors camp (4 975 individus).

³ La population déplacée est composée de 241 030 personnes déplacées internes et 31 656 réfugiés hors camp.

3. FAITS SAILLANTS

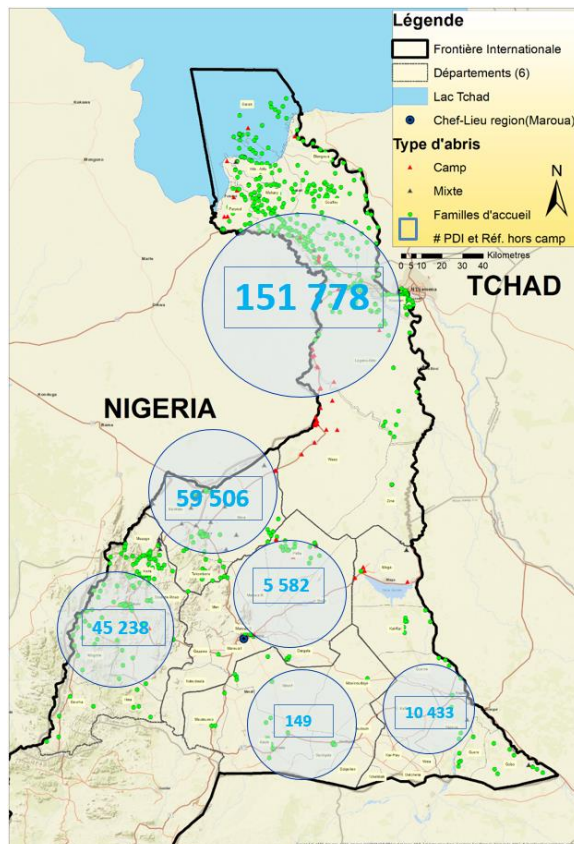
DEPLACEMENT

- La douzième collecte de données de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM – Décembre 2017) a identifié 241 030 PDI, 31 656 réfugiés hors camp et 69 730 retournés.⁴
- 91% de la population enquêtée affirme avoir été déplacée par le conflit et 9% par des inondations et d'autres facteurs climatiques.
- Environ 24% de la population enquêtée affirme avoir été déplacée en 2017 (Janvier-Décembre). Le reste de la population cible a été déplacée pendant les périodes suivantes : 5% avant 2014, 15% en 2014, 26% en 2015 et 30% en 2016.
- Environ 51% des ménages déplacés internes vivent dans des communautés hôtes, 21% vivent en location, 26% vivent dans des sites spontanés, 2% vivent dans des centres collectives et 1% vivent à l'aire libre.⁵

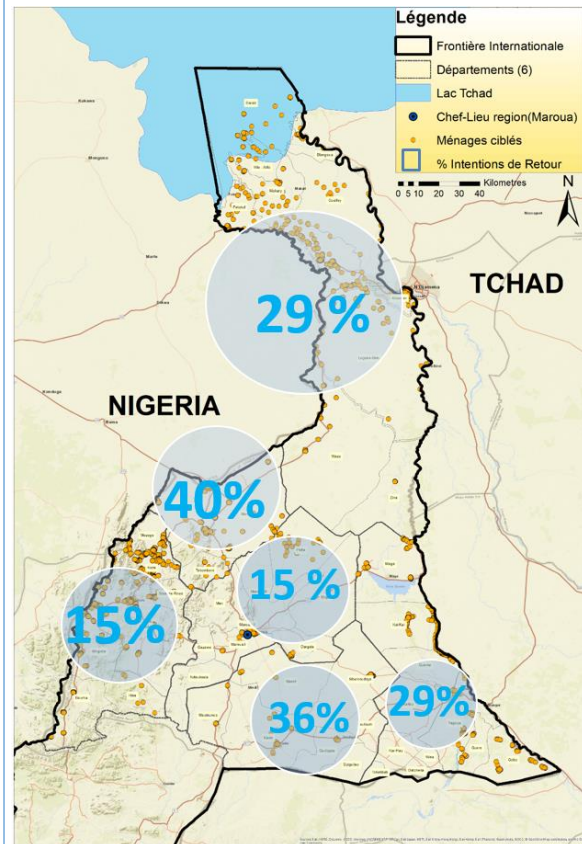
INTENTIONS DE RETOUR

- 26% des ménages déplacés (PDI et réfugiés hors camp) enquêtés ont indiqué leur intention de quitter leur zone actuelle de déplacement ; 20% pour retourner dans leur localité d'origine et 6% pour se déplacer dans une localité tierce. 74% ont indiqué leur volonté de rester dans leur localité de déplacement.
- Selon les personnes enquêtées, les trois raisons principales empêchant leur retour dans leurs localités d'origine sont: la peur continue (79%), la persistance du sentiment d'insécurité dans les zones d'origine (25%), et l'absence des forces de sécurité dans les zones d'origine (21%).⁶
- Les trois facteurs principaux nécessaires au retour, selon la population enquêtée, sont : la présence des forces de sécurité dans les localités d'origine (65%), la réhabilitation des maisons endommagées (35%) et l'amélioration de l'accès aux services de base (34%).⁷

Carte 1 : Répartition des personnes déplacées



Carte 2 : Intentions de retour par départements



⁴ Veuillez noter que les retournés ne sont pas inclus dans ce rapport.

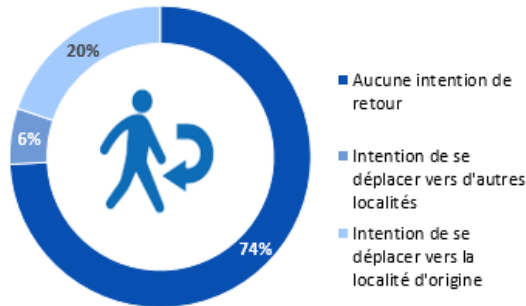
⁵ Veuillez noter que ce pourcentage est relatif à l'ensemble de la population cible.

⁶ Veuillez noter que les réponses n'étaient pas exclusives.

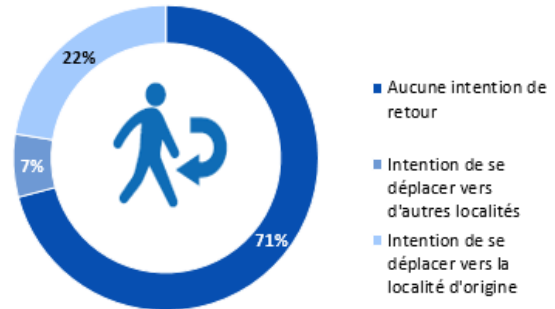
⁷ Les questions relatives aux raisons justifiant les intentions de retour étaient à choix multiples, avec des réponses non exclusives.

INTENTIONS DE RETOUR

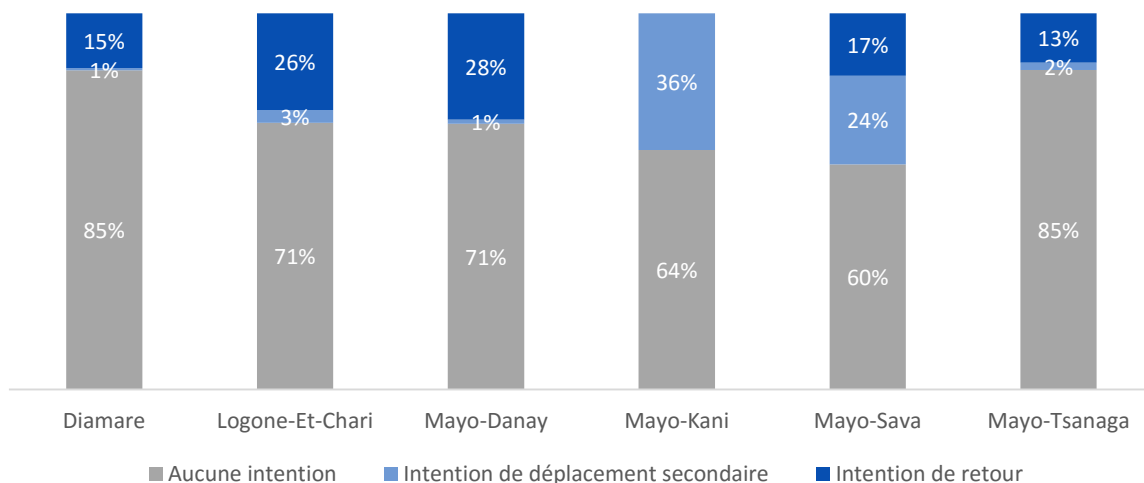
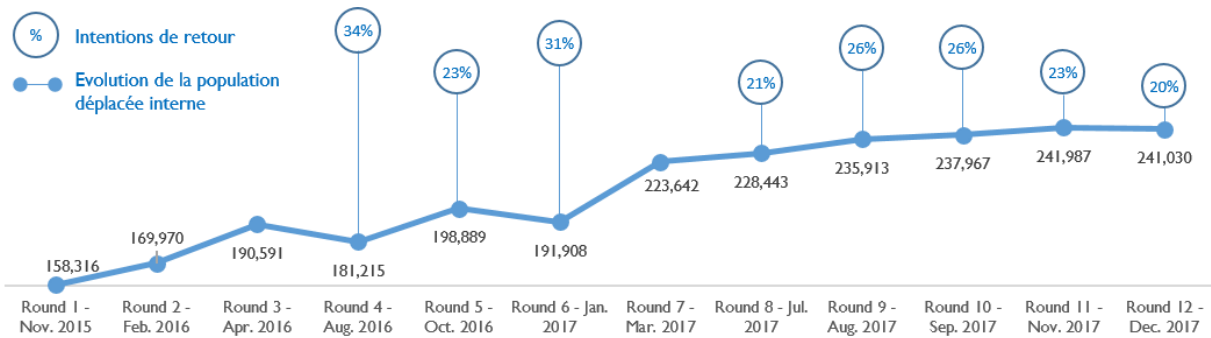
Intentions de retour des personnes déplacées internes et réfugiés hors camp⁸



Intentions de retour des personnes déplacées internes



Evolution des intentions de retour du round 4 (Aout 2016) au round 12 (Décembre 2017)



Un regard sur l'évolution des retours depuis le round 4 de la DTM donne un aperçu selon le graphique ci-dessus (voir graphique évolutif). On peut clairement s'y apercevoir des changements dans les intentions de retour sauf entre les rounds 9 et 10, pour laquelle la base de villages évalués pour l'exercice DTM est restée la plus stable possible (726 villages au round 9 pour 729 au round 10).

⁸ Veuillez noter que cette catégorie reflète les réfugiés hors camp dont il est fait mention par l'OIM dans son numéro 12 de la DTM.

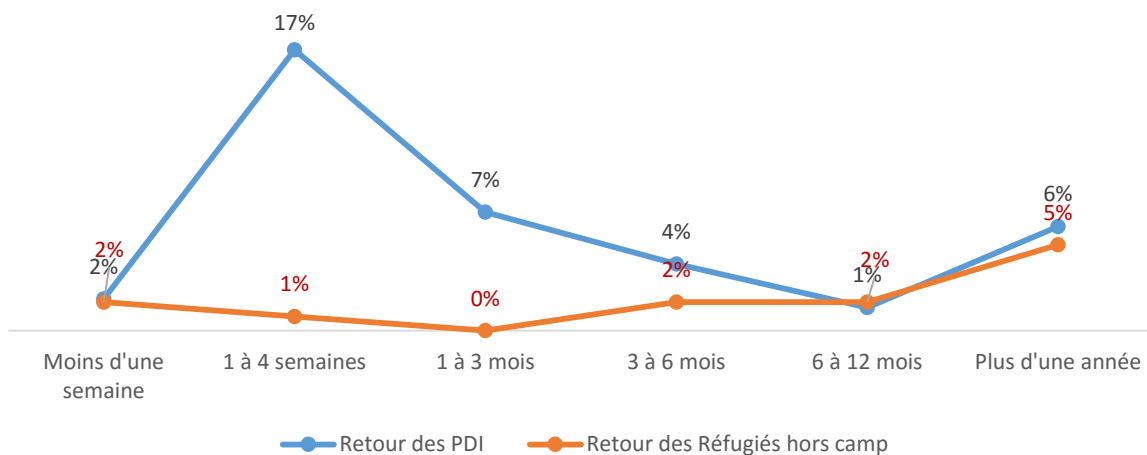
Au round 8, une forte baisse en terme d'intention de retour est enregistrée, associée à la croissance remarquable du nombre de retournés identifiés lors de cet exercice (58 027 personnes retournées, pour une évolution de 14592 retournés en plus en comparaison au round 7).

Dans la plupart des cas, les changements observés sont grandement influencés par les facteurs ci-contre :

- La recrudescence des infiltrations sur les territoires reconus comme sous protection de l'armée régulière locale , avec parfois même la conquête de bases militaires stratégiques (voir les cas de Bargaram et Hile-Alifa, pour ne citer que ces deux éléments dans le Logone-Et-Chari).
- La présence de plus en plus renforcée des acteurs humanitaires et ONG pour le secours aux personnes vulnérables identifiées par l'outil DTM. (Au moins 15 éléments en plus depuis 2016).
- Les mouvements retours qui ont évolué dans le temps depuis le round4 à ce jour⁹ .

La base de village dont la population réelle a progressivement évoluée depuis le numéro 4 de la DTM, entraînant en conséquence une plus vaste couverture de villages, et intégrant de nouveaux pour maintenir le standard qualité dans les données analysées. Ce choix est justifié dans le but de capturer de la meilleure des façons les populations nouvellement identifiées comme vulnérables selon les rounds, afin que celles-ci ne soient nullement marginalisées dans cette étude.

PERIODE ENVISAGEE DE RETOUR

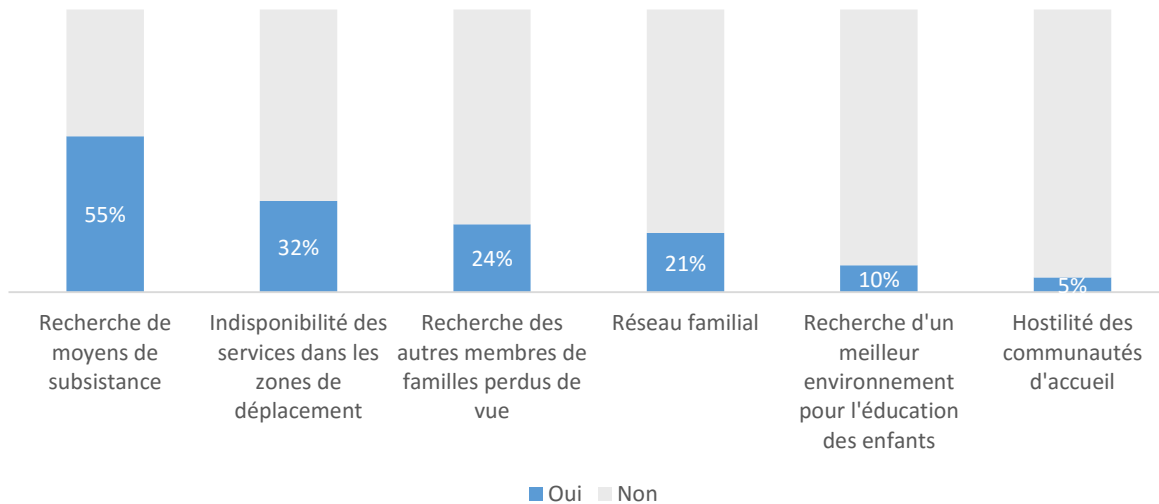


Le nombre de ménages retournés identifiés par la DTM depuis la dernière enquête sur les intentions de retour a augmenté de 12%, passant de 9 736 à 10 915 ménages. Cette augmentation des retours est en phase avec les résultats de l'enquête sur les intentions de retour de Septembre 2017 lors de laquelle 12% de la population déplacée (PDI et Réfugiés hors camp) envisageaient un déplacement au plus tard un mois après l'enquête.¹⁰ La majorité des ménages interrogés (67%) durant cette phase affirment avoir pour projet de quitter leur zone actuelle de déplacement dans un futur indéterminé. Les ménages restants comptent se déplacer dans moins d'une semaine (2%), dans 1 à 4 semaines (14%), dans 1 à 3 mois (6%), dans 3 à 6 mois (4%), dans 6 à 12 mois (1%), et dans plus d'une année (6%). L'incertitude quant à la période de retour ou de déplacement secondaire souligne encore une préparation limitée et, vraisemblablement l'attente d'un changement de certains facteurs avant un tel mouvement.

⁹ Voici le nombre de retournes/villages identifiées par la DTM depuis août 2016: round 4 (32'023/514 villages), round 5 (26'743/543 villages), round 6 (23'430/575 villages), round 7 (30'593/659 villages), round 8 (32'459/712 villages), round 9 (30'278/726 villages), rd10(29728/729 villages), rd11(29337/743 villages), rd12(31656/747 villages).

¹⁰ Voir Enquête sur les intentions de retour, OIM Cameroun, septembre 2017.

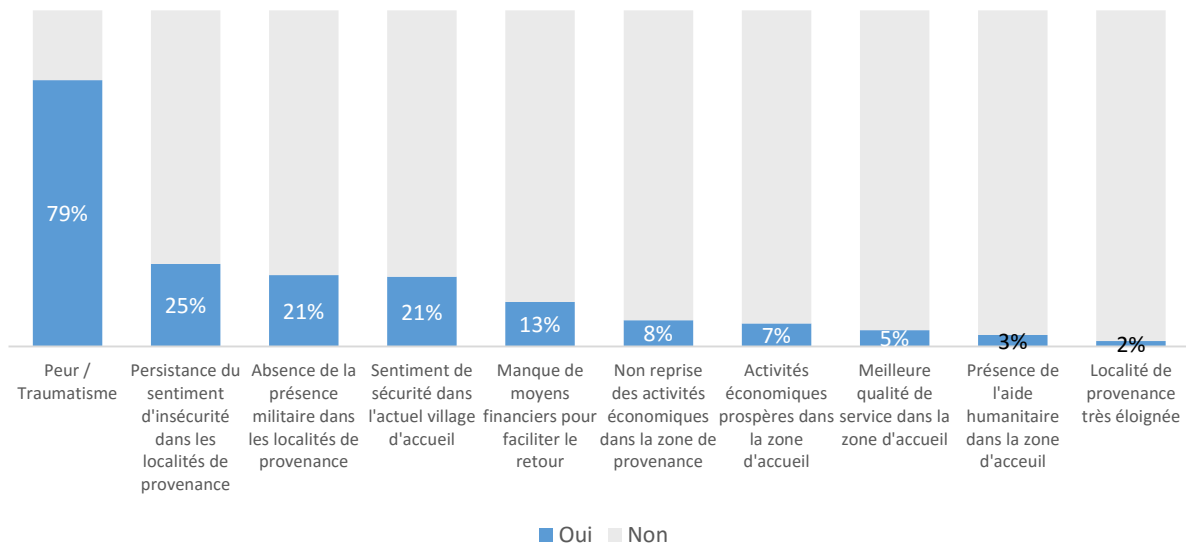
RAISONS DE L'INTENTION DE DEPART DE LA ZONE DE DEPLACEMENT



Un mouvement important de retour a été observé par la DTM depuis la dernière enquête dans la région de l'Extrême-Nord. Lors de l'enquête menée en Septembre 2017, les intentions de départ des ménages étaient principalement dues à l'indisponibilité des services de base dans la zone de déplacement (38%), au rapprochement familial (35%), et à la recherche de moyens de subsistance (31%). Les raisons citées comme motivant les intentions de départ des ménages ont fortement évoluées. En effet, lors de cette enquête, nous observons que 55% des ménages enquêtés comptent quitter leur zone de déplacement afin de rechercher des moyens de subsistance, alors que 32% seulement justifient leur intention de départ par l'indisponibilité des services de base, et 24% par la recherche de membres de familles perdus de vue.

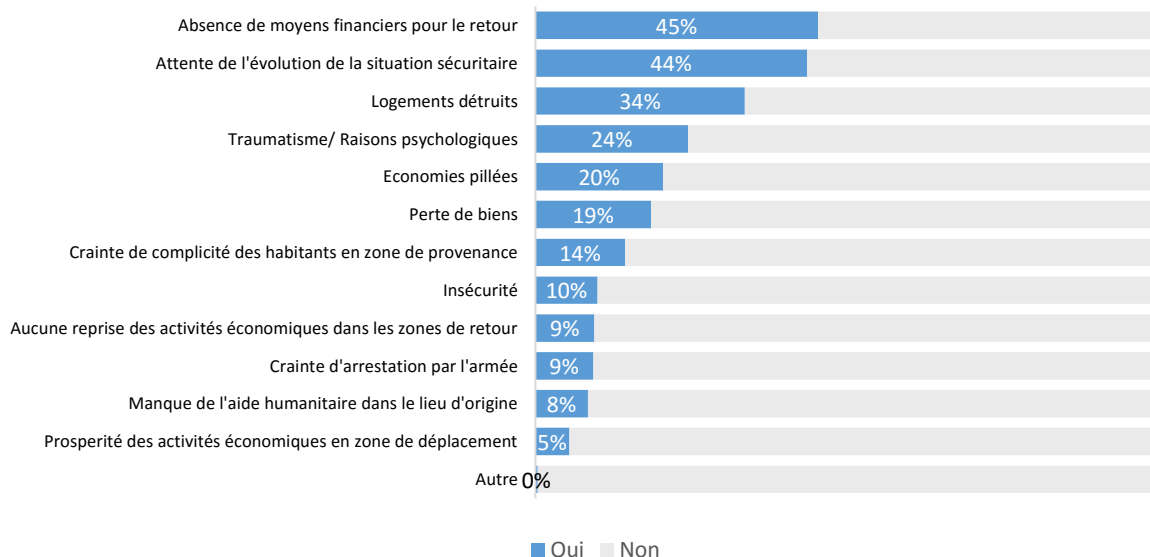
La fin de la saison propice à la culture a vraisemblablement un effet important sur les choix de retour des ménages, notamment du fait des conditions climatiques particulièrement rude affectant la région et impactant forcément sur le mode de subsistance quotidien. De ce fait les gens se déplacement non à la recherche des terres cultivables comme ils le font au début de la saison pluvieuse, mais plutôt à la recherche d'autres moyens de subsistance.

RAISONS MOTIVANT L'INTENTION DE RESTER DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT



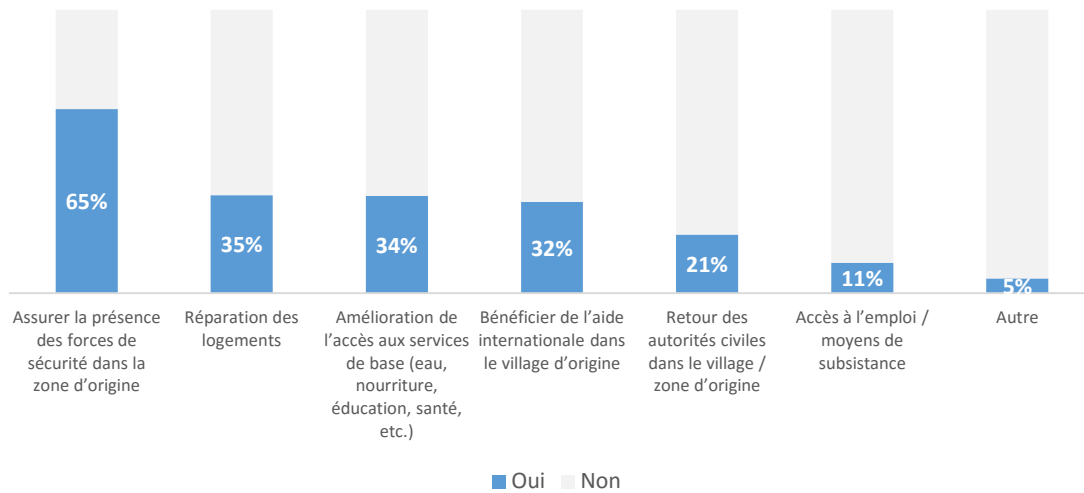
La peur et le traumatisme résultant des faits vécus restent la première raison justifiant la préférence de rester dans la zone actuelle de déplacement, représentant 79% des ménages interrogés. La situation sécuritaire reste un facteur majeur justifiant l'intention de rester dans la zone actuelle de déplacement, avec 25% des ménages interrogés citant le sentiment d'insécurité dans les zones d'origine et 21% la sensation de meilleure sécurité dans le village actuel d'accueil comme cause de leur intention de rester dans la zone actuelle de déplacement. La présence de l'aide humanitaire dans la zone d'accueil ne semble pas être un facteur très important dans cette décision (3%).

MENAGES AYANT L'INTENTION DE QUITTER LEUR ZONE DE DEPLACEMENT: RAISONS EMPECHANT LE DEPART IMMEDIAT



Le manque de ressources financières reste la raison la plus évoquée par la population cible enquêtée (45% de ménages) comme obstacle au retour immédiat des ménages ayant la volonté de quitter leur zone de déplacement. Le mouvement des ménages voulant quitter leur zone actuelle de déplacement est également différé par le suivi de l'évolution de la sécurité (44%), les limitations dues aux logements détruits (34%), et le traumatisme subi ou autres raisons psychologiques (24%).

MENAGES AYANT L'INTENTION DE RESTER DANS LEUR ZONE DE DEPLACEMENT: FACTEURS NECESSAIRES A LEUR RETOUR



Le Logone-Et-Chari et le Mayo-Sava sont les départements les plus touchés par les effets du conflit, ainsi que les départements de provenance d'un nombre important de Personnes Déplacées Internes. Ainsi, la sécurité reste une préoccupation majeure et la perception d'un manque de sécurité dans les zones d'origine entrave les dynamiques de retour. A cet effet, 65% des ménages ayant l'intention de rester dans leur zone actuelle de déplacement affirment que la présence des forces de sécurités dans leurs zones de provenance est un facteur nécessaire à un retour éventuel, alors que 35% des ménages citent la réparation des logements et 34% l'amélioration de leur accès aux services de base comme facteurs nécessaires au retour.

CONCLUSION

Depuis le round 10 de la DTM (Septembre 2017), les évolutions des tendances de retour sont notables dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces tendances montrent une volonté progressive de retour des communautés affectées par la crise, dès lors que les conditions le permettent. La communauté humanitaire continue de renforcer d'un commun effort avec l'Etat sa présence dans les zones difficiles d'accès, et notamment les zones de retour. L'augmentation des retours devrait être accompagné par des programmes de réintégration et de renforcement des programmes déjà actifs, notamment pour un appui à la réhabilitation des infrastructures et des logements personnels, ainsi que la revitalisation économique et l'accès aux services, et ce afin de garantir l'aspect durable de ces retours. Un autre aspect majeur influençant les intentions de retour est la situation sécuritaire ; la sécurité est un facteur externe, et les acteurs humanitaires devraient continuer à fournir une assistance aux personnes déplacées afin de prévenir des retours involontaires causés par le manque de moyens durant le déplacement.

Lors de la dernière enquête sur les intentions de retour, menée en Septembre 2017, 32% des ménages déplacés internes exprimaient leur volonté de retour contre les 29 % actuellement. Bien que légère, cette baisse s'accompagne logiquement d'une hausse du nombre de retournés observés entre les rounds 10 et 12 de la DTM. Actuellement, tout en maintenant ses activités d'assistance humanitaire aux personnes déplacées internes, la communauté humanitaire soutient l'accompagnement au retour, ce qui pourrait permettre une redynamisation des retours pour les populations vulnérables voulant rentrer et nécessitant un accompagnement et une assistance face aux difficultés quotidiennes tant matérielles, climatiques et psychologiques.

Le retour dans leur milieu d'origine étant l'une des solutions durables pour les populations déplacées, il est important que le Gouvernement et l'ensemble de la communauté humanitaire renforcent les mécanismes de relèvement précoce pour les retournés. Par ailleurs, le renforcement de l'autorité d'Etat, en particulier une présence sécuritaire accrue dans les zones potentiellement favorables au retour, l'amélioration des infrastructures sociaux de base (eau, santé et éducation) et la relance économique sont autant de facteurs qui rendent durable le retour des populations déplacées dans leur milieu d'origine.